

Réunion mondiale du Forum politique pour le développement

Bruxelles, Belgique



20-22 mars 2018

Plus de **90 représentants** d'organisations de la société civile, d'autorités locales, du secteur privé, des États membres de l'UE et des institutions de l'UE se sont réunis à Bruxelles (Belgique) du 20 au 22 mars 2018 pour la sixième réunion mondiale du Forum politique pour le développement (FPD).

Discours de bienvenue



Neven Mimica, commissaire européen chargé de la coopération internationale et du développement, a débuté la réunion en présentant les réalisations récentes de l'UE en matière de coopération internationale, notamment l'adoption du Consensus européen pour le développement révisé, qui souligne le rôle important des autorités locales et des organisations de la société civile. « Sans vos connaissances, votre expérience et vos ressources, aucun des Objectifs de développement durable (ODD) ne pourra être atteint », a-t-il ajouté. Il a également insisté sur la nécessité de passer d'une « approche gouvernementale globale à une approche basée sur l'ensemble de la société », soulignant que tous les partenaires doivent faire respecter les principes de bonne gouvernance, de démocratie et de l'État de droit et que les efforts en matière de responsabilité et de transparence doivent être renforcés.

Maria Theresa Lauron, présidente du Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement et coprésidente du FPD au nom des organisations de la société civile, a souligné l'importance du travail réalisé par les militants et les défenseurs des droits de l'homme dans le contexte du rétrécissement de l'espace accordé à la société civile et de l'accroissement des inégalités. Elle a appelé les membres du FPD à engager des débats en s'attaquant aux problèmes systémiques contribuant à la pauvreté afin de progresser sur la voie d'un avenir où « personne ne sera laissé pour compte ».

Donatus Njong Fonyuy, maire de Kumbo (Cameroun) et coprésident du FPD au nom des autorités locales, a insisté sur l'importance de la localisation du développement : « Nous devons renforcer les capacités des autorités locales pour soutenir le développement en partant de la base ». L'établissement de liens entre les organisations de la société civile et les gouvernements locaux et centraux, ainsi que leur implication active dans les processus de prise de décisions et dans la mise en œuvre des politiques, sont le seul moyen de rendre les ODD véritablement durables. Il a également salué le rôle joué par l'UE dans le renforcement d'un environnement favorable à travers le soutien financier apporté aux autorités locales.

Environnement favorable

Au cours de cette session, les participants ont échangé leurs points de vue sur les conditions dans lesquelles les organisations de la société civile et les autorités locales opèrent et discuté des moyens à mettre en œuvre pour favoriser la mise en place d'un environnement favorable.

Nazarene Mannie, membre du conseil d'administration de Business Unit South Africa (BUSA), a évoqué le rôle des organisations professionnelles en tant qu'acteurs sociaux coresponsables de la qualité de l'espace accordé à la société civile dans un pays. Elle a mentionné la charte éthique de l'organisation BUSA, qui intègre un volet sur l'éradication de la corruption et l'amélioration de la transparence dans le secteur privé. Selon elle, « la prospérité pour tous ne concerne pas les 1 % les plus riches, mais les populations qu'il faut sortir de la pauvreté ».



Govind Kelkar, directrice de l'institut du développement rural Landesa et conseillère principale du Forum Asie-Pacifique sur les femmes, le droit et le développement, a souligné les principales difficultés rencontrées par les femmes et d'autres groupes marginalisés dans la région Asie-Pacifique. Elle a également indiqué que le rétrécissement de l'espace accordé à la société civile – bien qu'il constitue une difficulté majeure – a conduit cette dernière à jouer un rôle plus actif dans la région.



Claire Frost, gestionnaire de programme au sein du Forum des gouvernements locaux du Commonwealth, a plaidé en faveur d'une décentralisation permettant aux AL d'assumer leurs responsabilités et a rappelé à l'auditoire les ressources financières et humaines nécessaires à ce processus. Plus important encore, elle a insisté sur le fait que les autorités locales ne devraient plus être considérées comme des « agents chargés d'appliquer les lois, mais comme des acteurs du développement qui contribuent à la réalisation des ODD ».



Rosário Bento Pais, chef de l'unité Organisations de la société civile et fondations au sein de la direction générale de la coopération internationale et du développement (DG DEVCO) de la Commission européenne (CE), a déploré le fait que les acteurs non étatiques disposent désormais d'une place de plus en plus réduite, soulignant néanmoins que la société civile n'a jamais été aussi dynamique qu'aujourd'hui. « Bien que l'UE n'ait pas de solution miracle pour résoudre le problème du rétrécissement du champ d'action de la société civile, nous disposons de plusieurs instruments et outils pour mettre en œuvre des programmes visant à promouvoir les activités des organisations de la société civile ou des autorités locales qui favorisent la mise en place d'un environnement favorable », a-t-elle déclaré.

Migration



Louise Arbour, représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour les migrations internationales, a prononcé un discours-programme décrivant les préparatifs du Pacte mondial pour les migrations, qui vise à traiter toutes les questions humanitaires, de développement et relatives aux droits de l'homme. « Le phénomène de la migration appelle des interventions politiques et des réponses qui soient inclusives, centrées sur les personnes et durables », a déclaré Mme Arbour. Si le document final ne sera pas juridiquement contraignant, il constitue néanmoins un cadre politique efficace pour les questions migratoires et pourrait encourager l'adoption d'instruments juridiques plus puissants à l'avenir.

Cohérence des politiques en faveur du développement

Au cours de cette session, les participants ont examiné dans quelle mesure la mise en œuvre de la **stratégie d'aide au commerce de l'UE** peut engendrer des répercussions sur le développement durable, parallèlement à la **stratégie commerciale de l'UE (Commerce pour tous)**.

Marita Gonzalez, de la Confederación General de Trabajadores de Argentina, a souligné le fait que la mise en œuvre du principe selon lequel « personne ne doit être laissé pour compte » n'est pas seulement une obligation éthique, mais la seule façon de faire fonctionner l'aide au commerce. Elle a fait valoir que le commerce n'est pas un but en soi mais un outil au service du développement, soulignant l'importance de maintenir les politiques de protection sociale au centre de l'agenda du développement. En outre, « la société civile doit être associée aux discussions, par exemple dans le cadre des négociations en cours entre l'UE et le Mercosur ».

Isabelle Brachet, conseillère en plaidoyer européen auprès d'ActionAid, a évoqué la nécessité de rééquilibrer les éléments économiques, environnementaux et sociaux de la mondialisation pour garantir une politique commerciale plus équitable. Elle a critiqué le fait que « le manque de réglementation du commerce et de la libéralisation a créé plus d'inégalités, en particulier entre les sexes ». Elle a en outre appelé à placer l'objectif de réduction de la pauvreté au cœur de toute politique commerciale.

Fatoumata Niang Niox, du Conseil National du Patronat du Sénégal, a admis que toute richesse résultant du commerce devait être répartie équitablement, notamment au sein de la population active locale. Elle a déploré le fait que, dans le cadre de nombreux projets de développement infrastructurel, les entreprises impliquées apportent leur propre main-d'œuvre au lieu d'investir dans les compétences et le développement économique des communautés locales.

Greg Munro, secrétaire général du Forum des gouvernements locaux du Commonwealth, a mis l'accent sur le rôle des villes dans la création d'environnements favorables aux PME. Elles posent également les fondements de la cohérence des politiques relatives au commerce. Les autorités locales contribuent à la création d'emplois, au développement local et à la croissance ainsi qu'à la durabilité à long terme et, en définitive, « ce sont les personnes qui sont visées et non les marchandises ».

Axel de La Maisonneuve, chef adjoint de l'unité Secteur privé et commerce au sein de la DG DEVCO de la

Commission européenne, a présenté la stratégie actualisée d'aide au commerce de l'UE. Il a partagé quelques exemples de bonnes pratiques concernant les 3 000 aides en cours pour des opérations commerciales. Au Mozambique, par exemple, la construction d'une route goudronnée dans le nord-est du pays a sensiblement amélioré l'accès aux soins de santé et à l'éducation et ouvert de nouvelles opportunités commerciales à la population locale. Il a également souligné que nous devons « savoir d'où viennent les biens et les services et comment ils sont produits. Ils devraient toujours être produits dans le respect de nos valeurs ».

Instruments d'aide au développement novateurs

Cette session était consacrée aux nouveaux instruments financiers, tels que le Plan d'investissement extérieur (PIE) de l'UE, et a été l'occasion pour les participants d'examiner dans quelle mesure l'aide publique au développement (APD) combinée à des prêts privés et publics peut contribuer à la réalisation des ODD.

Francesca Raimondi, du secrétariat du PIE au sein de la DG DEVCO de la Commission européenne, a présenté les objectifs du PIE, lequel repose sur une combinaison de garanties financières pour encourager les acteurs économiques à investir dans des contextes fragiles. Cet instrument est conçu pour mobiliser des investissements supplémentaires et créer des emplois, en particulier pour les femmes et les jeunes. Les priorités thématiques du PIE sont l'énergie durable et la connectivité, les PME, les villes durables, l'agriculture durable et le développement numérique.

Patrick Develtere, conseiller principal pour la politique sociale européenne au Centre européen de stratégie politique, a souligné l'importance d'une approche gouvernementale globale et fondée sur l'ensemble de la société, tant dans l'UE que dans les pays du Sud, pour pouvoir réaliser les ODD. Il a en outre encouragé la communauté universitaire, les syndicats et les organisations patronales à s'engager dans des activités de coopération Nord-Sud pour garantir l'échange de savoir-faire et de bonnes pratiques.

Hanna Saarinen, conseillère en politique européenne auprès d'Oxfam, a présenté un point de vue de la société civile sur le PIE, précisant qu'il y a lieu de se demander s'il s'agit du meilleur moyen de réduire la pauvreté. Elle a également émis des doutes quant à la pertinence du PIE dans les États fragiles : « Le financement mixte doit être déployé dans des pays où des investisseurs privés souhaitent investir dans le respect de l'État de droit, des institutions publiques, de l'infrastructure existante et de la sécurité ». Elle a appelé à une plus grande implication de la société civile dans la conception du PIE, ajoutant que sa portée ne doit pas élargie tant que ses répercussions positives sur la plupart des groupes marginalisés n'ont pas été démontrées.

Peter Knip, directeur de l'Agence pour la coopération internationale de l'Association des communes néerlandaises (VNG International), a déclaré que le secteur privé a un rôle important à jouer dans le développement durable, mais qu'il ne peut le faire sans travailler avec les autorités locales. Il a appelé l'UE à ne pas focaliser le PIE exclusivement sur les mégapoles, mais à prendre également en compte les villes de petite et moyenne importance, où se concentre la majeure partie de la croissance urbaine actuellement.



Mobilisation des ressources nationales

Au cours de cette session, les intervenants ont échangé des bonnes pratiques sur la manière de créer des

conditions propices à la mobilisation durable des ressources nationales.

Fritz Ntoné Ntoné, Délégué du Gouvernement auprès de la Communauté urbaine de Douala (Cameroun), a indiqué que les transferts de ressources du gouvernement central aux pouvoirs locaux, toujours plus restreints, constituent le principal défi auquel est confrontée sa municipalité. L'identification de nouvelles sources de financement est toutefois entravée par le fait que le secteur privé ne fait pas confiance au système de gouvernance, y compris au niveau local. Pour garantir une meilleure mobilisation des ressources, les acteurs de l'ensemble de la société civile doivent être impliqués.

Charlie Martial Ngounou, président d'Afroleadership, a insisté sur l'importance de l'appropriation locale dans la mobilisation des ressources (« citoyenneté fiscale » et renforcement de la confiance des citoyens concernant l'utilisation des deniers publics), soulignant une nouvelle fois le rôle clé des autorités locales dans le développement durable. Il a ajouté que, pour garantir la durabilité et relever les défis de l'urbanisation, les investissements dans les villes doivent aller au-delà des horizons des appels à propositions et à subventions à court terme et porter sur le moyen et long terme.

Justine Palermo, directrice des investissements chez Inpulse, a mis l'accent sur le rôle du secteur privé dans la promotion d'une économie sociale et solidaire. Cela ne peut être atteint que lorsque les mécanismes de financement sont conçus de sorte à avoir un impact social et lorsque les projets sont élaborés et mis en œuvre en partenariat avec un large éventail d'acteurs de la société civile.

Stefan Agne, chef du secteur Mobilisation des recettes nationales – unité Appui budgétaire, gestion des finances publiques et mobilisation des recettes nationales – au sein de la DG DEVCO de la Commission européenne, a souligné l'importance des conclusions du **document de travail de la Commission européenne intitulé « Accroître les recettes, mieux dépenser »**. Ce document se concentre sur le rôle de la fiscalité, la gestion des finances publiques, la bonne utilisation des ressources disponibles et l'amélioration de la prestation de services. M. Agne a insisté sur le fait que la fiscalité et le développement des entreprises peuvent se renforcer mutuellement.

Groupes de travail

Des groupes de travail ont été formés afin d'approfondir les discussions sur l'aide au commerce, le financement mixte/le Plan d'investissement extérieur européen et la mobilisation des ressources nationales. Ils ont présenté les principaux résultats des discussions ainsi que des recommandations à l'UE à la fin de la deuxième journée (les conclusions des groupes de travail peuvent être téléchargées sur la plate-forme capacity4dev).



Migration : une approche locale

Lors de cette session, les participants ont mis l'accent sur un certain nombre de difficultés liées à la migration et sur la manière dont les politiques européennes peuvent promouvoir des solutions adaptées au milieu pour lutter contre la migration irrégulière et améliorer l'intégration socio-économique et locale des migrants.

Stefano Signore, chef de l'unité Migration et emploi au sein de la DG DEVCO de la Commission européenne, a évoqué l'inadéquation politique qui découle du fait que les réponses au phénomène migratoire sont élaborées au niveau national alors que les conséquences de la migration se font sentir le plus directement sentir aux niveaux local et municipal. « Les autorités locales ont un double rôle étant donné qu'elles sont à la fois des décideurs politiques et des prestataires de services ». Des solutions et des partenariats innovants s'avèrent nécessaires au niveau local pour s'attaquer au problème de la gestion des défis migratoires.

Ramon Bultron, du Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement, a déclaré que, si la migration est le

droit de tout être humain, nous assistons actuellement à une hausse de la migration forcée due au manque de moyens pour survivre et aux inégalités croissantes. Il a fait remarquer que les transferts de fonds font partie intégrante des économies de nombreux pays, par exemple en Inde, en Chine et aux Philippines, et que « la migration est devenue une industrie » à cet égard.

Deniz Şenol Sert, consultante sur les questions de migration auprès de l'organisation World Academy for Local Governments and Democracy, a souligné que la gouvernance de la migration a lieu au niveau local. Cependant, les municipalités n'ont pas accès aux fonds internationaux et aux bailleurs de fonds, ce qui entrave leur capacité à adapter leurs services et peut avoir des conséquences négatives pour les communautés d'accueil. Elle a appelé l'UE ainsi que d'autres bailleurs de fonds internationaux à privilégier une approche de la migration fondée sur les droits de l'homme et à permettre aux autorités locales d'accéder au financement dans ce contexte.

Mohamed Saadieh, coprésident du réseau Cités et Gouvernements Locaux Unis – Moyen-Orient et Asie de l'Ouest et président de l'Union des municipalités de Dannieh (Liban), a évoqué les tensions au sein des communautés locales résultant de l'afflux considérable de réfugiés et de migrants dans son pays. Il a réitéré l'appel en faveur d'une plus grande disponibilité des financements pour les autorités locales pour leur permettre de continuer à fournir des services essentiels et d'une meilleure coordination entre les donateurs internationaux, les autorités nationales, les autorités locales et les organisations de la société civile.

Partenariat post-Cotonou

Au cours de cette session, les participants se sont penchés sur l'approche à adopter pour mettre à profit les enseignements tirés de l'accord de partenariat de Cotonou entre l'UE et les pays ACP et sur les moyens à mettre en œuvre pour accroître la participation de nombreuses parties prenantes au futur accord.

Kristin de Peyron, chef de la division Affaires panafricaines du Service européen pour l'action extérieure (SEAE), a souligné que l'accord post-Cotonou doit refléter les nouveaux défis mondiaux, tels que le changement climatique, ainsi que les engagements pris

dans le cadre de l'Agenda 2030, le nouveau Consensus européen pour le développement, la stratégie globale de l'UE et l'Agenda 2063 pour l'Afrique. Elle a néanmoins mentionné que les valeurs fondamentales de l'actuel accord de Cotonou, telles que l'engagement en faveur de la démocratie, des droits de l'homme, de l'État de droit, de l'éradication de la pauvreté, de l'environnement, de la paix, de la sécurité et de la création d'emplois, devra demeurer au cœur du nouveau texte.

Rigo Belpair, chef d'équipe du Groupe de travail sur l'accord de partenariat de Cotonou au sein de la DG DEVCO de la Commission européenne, a ajouté que le nouvel accord vise à aller au-delà de l'aide et de la coopération au développement en établissant un véritable partenariat entre l'UE et les pays ACP et en donnant une réelle place à la société civile : « L'accord actuel ne reconnaît pas suffisamment le rôle des organisations de la société civile. Nous devrions en tirer des leçons et permettre à ces organisations de prendre part au processus ».

Fatimetou Abdel Malik, maire de Tevragh Zeina (dans la banlieue de Nouakchott en Mauritanie) et vice-présidente du réseau de représentantes élues en Afrique, a souligné que les autorités locales doivent être incluses dans le processus de développement et de mise en œuvre de l'accord post-Cotonou en tant que partenaires et acteurs légitimes, sachant que, par le passé, la reconnaissance de leur importance a souvent été « superficielle ».

Katarzyna Lemanska, responsable des politiques de l'ONG Action Santé Mondiale, a appelé à faire des valeurs clés de l'UE la boussole de l'élaboration de l'accord post-Cotonou et à ne pas permettre qu'elles soient compromises par des intérêts économiques ou autres. « Nous avons besoin d'une volonté politique et des ressources financières adéquates », a-t-elle précisé. Pour y parvenir, il est nécessaire de placer l'efficacité de l'aide en tête des priorités. Elle a mis l'accent sur le rôle que doivent jouer les délégations de l'UE pour garantir la participation de la société civile tout au long du processus.



Cadre financier pluriannuel

Cette session a été l'occasion pour la Commission européenne et le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) de faire le point sur le futur cadre financier pluriannuel (CFP) et de recueillir les commentaires des membres du FPD.

Marie-Laure De Bergh, chef adjointe de la division Coordination de la coopération au développement du SEAE, et **Bernard San Emeterio**, chef d'équipe au sein de l'unité Coordination et programmation des instruments de financement extérieur de la DG DEVCO, ont présenté le projet de révision de la structure de financement de l'action extérieure de l'UE dans le CFP après 2020, qui vise à rationaliser et à simplifier le financement de l'UE dans ce domaine. La proposition générale concernant le prochain CFP doit être présentée le 2 mai 2018, le budget consacré à l'action globale de l'UE devant rester au moins à son niveau actuel.

Conclusions

Emilia Saiz, secrétaire générale du réseau Cités et Gouvernements Locaux Unis, a souligné l'importance du FPD et salué l'inclusion des autorités locales, en particulier des villes de petite et moyenne importance. Elle a indiqué que l'approche territoriale et décentralisée doit être renforcée pour atteindre les ODD, y compris dans le cadre de la coopération Sud-Sud. Elle a ainsi appelé à adopter de nouveaux modes de financement et de nouvelles méthodes de travail qui permettraient d'avoir un impact local plus significatif et déclaré que « les autorités locales sont prêtes à

s'associer de manière nouvelle aux organisations de la société civile ».

Susana Erostegui, directrice de l'organisation Unión Nacional de Instituciones para el Trabajo de Acción Social (Bolivie) et coprésidente du FPD au nom des OSC, a déclaré que le Forum politique pour le développement constitue une excellente occasion de discuter des engagements pris à l'égard d'objectifs communs et de les renforcer, ainsi que de replacer différentes expériences régionales dans leur contexte. Elle a souligné en particulier le changement de perception vis-à-vis du rôle du secteur privé, ajoutant qu'il pourrait contribuer au développement et à la réduction des inégalités. Elle a précisé que l'Agenda 2030 est l'occasion de réaliser des changements significatifs, mais que ces derniers ne pourront s'opérer sans la participation active de la société civile.

Rosário Bento Pais, chef de l'unité Société civile et fondations au sein de la DG DEVCO de la Commission européenne, a conclu l'événement en rappelant à l'auditoire que les discussions tenues à cette occasion sont entendues par l'UE et prises au sérieux. À cet égard, elle a également encouragé les membres du FPD à poursuivre le débat et à faire part de leur point de vue à son unité pour qu'il soit relayé ultérieurement.

